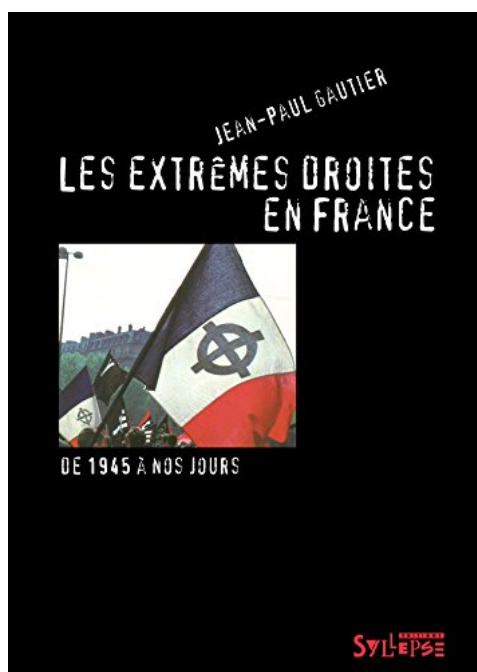


Depuis une dizaine d'années, le Rassemblement National de Marine Le Pen, à travers sa stratégie de « dédramatisation », tente d'effacer des pans entiers de son histoire, en particulier de ses origines. Dans [une série de plusieurs articles](#), Jean-Paul Gautier revient sur différents épisodes et aspects de l'histoire du Front national (devenu Rassemblement national en 2018 sans que rien ne change de son profil politique, stratégique et programmatique). Ce retour propose ainsi une plongée détaillée dans l'histoire du fascisme français, du début des années 1960 à nos jours.

Jean-Paul Gautier est historien des extrêmes droites, auteur du livre *Les extrêmes droites en France, de 1945 à nos jours* (Syllepse, 2017).



La fondation du Front national en 1972 s'est d'abord soldée par un échec : elle n'a suscité ni un véritable engouement militant ni une audience électorale conséquente. La crise du projet suscite des tensions entre Jean-Marie Le Pen et Ordre Nouveau qui, après son meeting contre « l'immigration sauvage » en juin 1973 et les affrontements avec la gauche révolutionnaire, a été dissous par le pouvoir politique. Ces tensions finissent par aboutir à un conflit ouvert, à une scission et à la formation d'une nouvelle force politique, le Parti des forces nouvelles (PFN), qui se pose alors en concurrent du Front national (FN).

Crise au Front national

Ordre Nouveau est dissous en 1973 dans les semaines qui suivent le meeting. À la question « le Front national est-il une couverture pour l'organisation dissoute Ordre Nouveau ? », Jean-Marie Le Pen répond magnanime : « Mais ils appartiennent déjà au FN ! » Peu convaincu, Ordre Nouveau préfère lancer sa propre structure. L'équipe de *Faire Front* ne ménage pas Le Pen. Le deuxième numéro de *Faire Front* titre « Pas de nouveau Tixier à droite ». Le Pen prend acte : c'est la guerre. Il se sent menacé et doit se rendre à l'évidence : il y a deux Front national, deux locaux, deux journaux (Alain Robert a sous-titré *Faire Front* : « journal du Front national »).

Pour beaucoup, Le Pen apparaît comme le coupable, voulant tout contrôler, profitant de

l'interdiction d'Ordre Nouveau. François Brigneau, en désaccord avec les méthodes de Le Pen, démissionne de son poste de vice-président du Front national et annonce son ralliement à Alain Robert. Le Pen décide de saisir la justice. Serge Le Bail, directeur de publication de *Faire Front*, est condamné. Si Le Pen gagne en justice, il est affaibli sur le terrain. Le Front national est vidé de sa substance, *Faire Front* semble avoir gagné la partie au niveau militant.

Dès décembre 1973, *Faire Front* annonce un meeting en soutien au coup d'Etat du général Pinochet au Chili (meeting interdit face aux protestations de la gauche). Les deux formations vont devenir les meilleurs ennemis et se livrer, selon Roland Gaucher, à des « guérillas fratricides ». La mort prématurée de Georges Pompidou en 1974, amène une redistribution des cartes et va nourrir pendant plusieurs années une concurrence farouche entre le Front national et Faire Front puis le Parti des Forces nouvelles. Le Pen se porte en effet candidat à l'Élysée. Alain Robert et les comités Faire Front amorcent un virage qui préfigure le Parti des Forces nouvelles (PFN), en jouant la carte Giscard d'Estaing.

Faire Front va ainsi avoir pour Giscard d'Estaing les yeux de Chimène, soutien non dépourvu d'intérêt puisqu'on parle même de dettes épongées et de prestation de service d'ordre d'un montant de 180 000 francs. L'affaire financière est apportée par Hubert Bassot, un des organisateurs de la campagne de Giscard et « le banquier clandestin de cette opération » si l'on en croit Roland Gaucher. Alain Robert et ses copains vont donc constituer les gros bras du service d'ordre et les équipes de collage du futur président de la République[1]. Alain Robert le reconnaît : « Il faut être raisonnable, nous avons gagné un peu d'argent, ce qui nous a permis d'éponger les dettes les plus criardes par Ordre Nouveau et *Faire Front* ».

L'argent est certes le nerf de la guerre, mais il y a aussi des motivations politiques à cette participation. Pour toute une partie de l'extrême droite, Giscard d'Estaing sonne le glas du gaullisme et la revanche sur les « fossoyeurs de l'Algérie française ». Cela permet d'espérer sortir de la marginalité. Alain Robert est de ceux-là : « Avec Giscard nous nous sommes trouvés, une fois n'est pas coutume, du côté du vainqueur ». Pascal Gauchon et Alain Robert entendent bien profiter de cette opportunité :

« Le révélateur a été la mort de Georges Pompidou. La vie politique s'en est trouvée débloquée. Nous nous sommes décidés à soutenir le candidat le mieux placé pour battre la gauche : Valéry Giscard d'Estaing. On nous a tout de suite classés d'une manière différente. Sa victoire a été aussi une victoire sur nous-mêmes. Pour la première fois depuis longtemps nous n'étions pas du côté des vaincus. Cela nous a fait réfléchir ». Et d'ajouter : « Nous ne sommes plus des parias »[2].

Certains dénoncent les liens avec l'entourage du candidat pendant la campagne et n'hésitent pas à qualifier Alain Robert et son équipe de « mercenaires de Giscard ». Les anciens d'Ordre Nouveau voient avec un certain plaisir la candidature de Jean Royer, député-maire de Tours, catholique conservateur, défenseur des petits commerçants et artisans, instigateur de la croisade contre la pornographie et la « décadence des mœurs ». Un candidat idéal pour gêner Le Pen. Ce qui va se produire puisque Le Pen n'obtient que 0,74%.

La création du PFN

Faire Front s'estime désormais en mesure de supplanter définitivement le Front national. Ils ont de l'argent, un journal et ils ont tissé des liens avec la droite officielle (Raymond Dronne, député de la Sarthe, Jean Kiffer, député de la Moselle prennent la parole lors des réunions). En juin 1974, le Comité d'initiative pour la création d'un parti nationaliste est lancé. Les 9, 10, 11 novembre 1974, le pas est franchi avec la création, à Bagnolet, du Parti des Forces nouvelles, dont le nom a été suggéré par Roland Gaucher :

« En lançant le PFN, nous avons voulu faire du neuf [...], oublier les éternelles chimères de l'extrême droite [...]. Mettre fin à notre isolement », réaliser un véritable "New Deal" de la droite en France »[\[3\]](#).

L'objectif du PFN est simple : se présenter comme une composante de la majorité, la quatrième avec les gaullistes, les libéraux et les centristes. Il s'agit de tenter de « droitiser » la nouvelle majorité, de faire un parti de droite intégré dans l'establishment, de se constituer un petit capital électoral de 3%. Cette démarche lui vaut les foudres de François Duprat, responsable de la commission électorale du Front national : « Si le PFN avait réellement une base électorale, il s'empresserait d'aller la négocier [...], or il n'a rien, sinon une réputation d'extrême droite et une volonté de faire sérieux ». La réponse ne se fait pas attendre. Dans *Le Figaro* du 23 novembre 1974, François Brigneau réplique : « Jean-Marie Le Pen craint que l'on vienne troubler ses tristes aventures électorales : réduire la droite d'idées à 0,74%, il faut le faire ».

Le PFN souhaite, petit à petit, se faire une place lors des élections municipales et des législatives et tenter de faire élire des candidats sur des listes de la majorité, changer d'aspect, être résolument moderniste et incarné « une certaine extrême droite en cravate ». Alors que la période allant de 1962 à 1970 avait été secouée par des soubresauts révolutionnaires, la France va entrer dans le temps de la « décrispation », surtout après 1974. L'affrontement entre les deux blocs de la majorité et de l'union de la Gauche domine la vie politique. Le PFN représente une tentative d'adaptation d'une partie de l'extrême droite à cette époque.

Tout en restant fidèle à ses origines, le nouveau parti change de style et met au premier plan l'analyse politique en lieu et place de la doctrine ou de l'action. Cependant, si le Parti des forces nouvelles s'est efforcé d'endosser l'image d'une droite modérée, s'il a tout fait pour réinsérer le nationalisme dans le jeu politique, cela n'a pas été sans rupture et tension. On peut se demander qu'elle est la véritable ligne du parti : celle de son organisation de jeunesse, le Front de la Jeunesse, nationaliste-révolutionnaire, ou celle du national-conservatisme. Tout naturellement, la création du PFN s'attire les foudres de Jean-Marie Le Pen, puisque celui-ci la qualifie

« d'entreprise de division des forces nationales, un brûlot destiné à nous envoyer par le fond [...], un Ordre Nouveau diminué qui, à l'aide de fonds gouvernementaux se lance dans une opération politique à l'extrême droite, ayant au moins officiellement abandonné le casque et la trique et ayant mis le melon de la bourgeoisie républicaine du 19^e siècle. Le PFN durera tant qu'il aura de l'argent [...]. Robert et Brigneau ne représentent qu'eux-mêmes. Ils veulent mettre sur pied un parti. Mais avec qui ? Avec eux. Ils n'ont pas beaucoup

Un nouvel organe de presse est lancé, *Initiative nationale*, avec la collaboration de François Brigneau, Alain Robert, Jean-François Galvaire, Roland Gaucher, Gabriel Jeantet, Jack Marchal, José Bruneau de la Salle. S'y retrouvent également les plumes de l'écrivain Jean Raspail, de Maurice Bardèche (revue *Défense de l'Occident*), de Georges Laffly, de Charles Saint-Prot, de Jean-Pax Méfret dit « le chanteur de l'Occident », de Saint-Paulien. Dans l'éditorial du numéro 2, on peut lire :

« Les nationalistes [...] auront la tâche immense de rendre aux Français et aux Européens une âme, une éthique. Ceux sont eux qui bâtiront l'Empire de 500 millions d'hommes que sera notre Europe nationaliste ».

Quelques années plus tard, Roland Gaucher est bien obligé de constater « qu'il y a loin de la coupe aux lèvres ».

Le premier comité central du PFN est composé de Pascal Gauchon, Alain Robert, François Brigneau, Jean-François Galvaire, Roland Gaucher, Jack Marchal et José Bruneau de la Salle. Donc une partie des anciens dirigeants d'Ordre Nouveau, parmi lesquels on retrouve également Thierry Buron, Roland Poynard et Gérald Penciolelli. Les motions du congrès sont publiées sous la forme d'une brochure, *Propositions politiques, économiques et sociales*. La modernisation prônée n'empêche pas le PFN de faire appel à des vieux routiers de l'extrême droite, tel Saint-Paulien, ancien du Comité de libération antibolchévique créé en Allemagne en 1945, responsable de la propagande du PPF de Doriot et auteur d'une *Histoire de la Collaboration* (1964)[5].

Action et structuration du PFN

Le PFN va se structurer. Le Front de la Jeunesse (FJ) se dote d'une publication, *Alternative*. Des associations parallèles se mettent en place : en 1975, l'Association pour un syndicalisme libre (ASL), reprise de l'UGT (Union générale des travailleurs) d'Ordre Nouveau, pour tenter de s'implanter en milieu ouvrier. La même année, lors du conflit au *Parisien Libéré*, le PFN participe à la création d'un comité de défense pour la liberté d'expression contre la CGT.

Avec le Comité de soutien à l'armée, le PFN va réussir sa plus importante campagne. Ce comité se veut un pare-feu à l'Appel des Cent publié le 12 juillet 1974, dans lequel des appelés réclament une amélioration des conditions de vie. En septembre, 200 d'entre eux manifestent à Draguignan. En 1975, des sections syndicales voient le jour dans l'armée, soutenues par la CFDT et le PSU, ainsi que des comités de soldats épaulés par l'extrême gauche. Le 27 novembre 1975, la Cour de sûreté de l'État ouvre une enquête pour « entreprise de démoralisation de l'armée ». Le sergent Joël Dupuy de Méry (membre du PFN) prend l'initiative de lancer un « Contre-appel des 200 » en janvier 1975, suivi par la création d'un Comité de soutien à l'armée (CSA) :

« J'étais à l'époque sergent au 4^e RI à Frileuse. Mes convictions ainsi que l'idée

que je me faisais de l'armée m'empêchaient d'adhérer à une telle entreprise de démoralisation (Appel des Cent). Je décidais donc de réagir et je lançais en janvier 1975 un « Contre-appel des 200 », puis, à ma libération, le CSA. Appuyés par de nombreuses personnalités et 25 députés et 8 sénateurs, nous pûmes mettre en place plus de 100 comités de défense, organiser des dizaines de réunions et surtout réunir des gens venus d'horizons divers et unis dans le même antimarxisme [...]. Le CSA fut une entreprise réussie [...]. La droite donna ce jour-là, la preuve que l'on pouvait travailler avec elle et lui faire confiance »[6].

Le meeting, à la Mutualité le 9 novembre 1975 – auquel participent Jean-Baptiste Biaggi (ex-Algérie française), Roland Gaucher, Joël Dupuy de Méry, Pierre Juhel et Pierre Pujo (dirigeants de la Restauration nationale royaliste) – représente le point d'orgue de la campagne. À la tribune, « le sergent Dupuy » exige que « messieurs Marchais, Mitterrand, Maire et Séguy soient traduits devant la Cour de sûreté ». Fidèle à son activisme, un commando du PFN, dirigé par Dupuy de Méry, occupe Antenne 2 pendant l'émission les Dossiers de l'écran traitant de la question de l'armée, à laquelle participe Alain Krivine (LCR).

Le même type d'action se déroule dans les studios d'Europe 1 qui donnait carte blanche au chanteur Maxime Le Forestier, pour critiquer sa chanson antimilitariste intitulée « [Parachutiste](#) ». *Alternative*, journal du FJ-GUD[7], en rend compte dans ses colonnes : « Sur le coup de dix plombs, le sympathique sergent Dupuy fait son entrée avec une vingtaine d'amis ». En mars 1975, à l'initiative du PFN, se tient le Forum de la Nouvelle Droite avec la participation de journalistes et écrivains. En 1976, un festival du cinéma de droite voit le jour avec la participation d'Arletty. En 1979, une nouvelle revue plus théorique, *Confidentiel*, paraît sous la direction de Jean-Marc Brissaud[8].

Même si *Initiative nationale*, organe du PFN, lance le mot d'ordre « Il faut quitter la voie publique pour la vie publique », le parti occupe la rue et organise, en juin 1979, une manifestation contre la visite de Brejnev à Paris, un rassemblement emmené par Roland Gaucher, en novembre 1977, contre la visite du Front Polisario, tandis qu'en novembre 1979 Joël Dupuy dirige la mobilisation contre la prise d'otages à Téhéran. Entre-temps, le mannequin du dirigeant communiste Georges Marchais a été subtilisé au Musée Grévin et déposée dans la fosse aux ours du Jardin des Plantes. En février 1977, le service d'ordre du PFN aide les catholiques intégristes et Mgr Ducaud-Bourget à occuper l'église de Saint-Nicolas du Chardonnet à Paris. Si le PFN se veut un « parti sérieux », certains, dans sa mouvance, flirtent avec le grand banditisme et vont s'illustrer, en décembre 1975, dans l'enlèvement du PDG de la société Phonogram, Louis Hazan. Les ravisseurs réclament 15 millions de francs[9].

Guerre ouverte entre le FN et le PFN, et collaborations avec la droite

La guerre continue entre le FN et le PFN. La tension monte quand Le Pen envisage de tenir une réunion dans les murs de la faculté de droit d'Assas sur le thème « Une politique nationale pour la jeunesse ». Les militants des deux formations se retrouvent face à face dans le hall de la faculté. D'un côté, Jean Castrillo, Pierre Durand, Dominique Chaboche,

André Dufraisse et Le Pen ; et de l'autre Alain Robert, Roland Gaucher, Pascal Gauchon, Yves Van Ghele. Pour le PFN, il est absolument hors de question que le FN s'exprime dans le fief du FJ-GUD, cela relève de la provocation. À la suite de cet incident, *Militant* (bulletin du FN), en janvier 1978, dénonce l'action du PFN dans un article titré : « Fascisme rouge, Anarchisme noir ».

En 1974, les futurs dirigeants du PFN avaient donc roulé pour Giscard. Le premier accroc ne tarde pas. Ce dernier veut transformer la société et mener un certain nombre de réformes, telle celle légalisant l'IVG, et développer les relations avec les Soviétiques. C'est le temps des désillusions qui voit le libéralisme de l'Union pour la Démocratie française (UDF) se substituer à ce que l'extrême droite considérait comme « l'escroquerie gaulliste ». Le PFN n'en continue pas moins, moyennant finance, d'aider les giscardiens. Ce qui permet à Le Pen de dire que le PFN est à la solde du pouvoir et de traiter ses militants d'« afficheurs mercenaires »[\[10\]](#).

Mais à partir de son deuxième congrès (12-14 novembre 1976), déçu par Giscard, le PFN se tourne vers Jacques Chirac. C'est donc du côté des gaullistes, traîtres d'hier, que semble pointer le possible recours. Chirac, en désaccord avec le président de la République, démissionne de son poste de Premier ministre, crée le Rassemblement pour la République (RPR) et écarte les barons du gaullisme haïs par l'extrême droite. *Initiative nationale*, en novembre 1976, titre : « Chirac oui, mais ». Le PFN en vient donc à vanter les mérites du futur maire de Paris. Il considère que le RPR peut être un vivier pour la droite radicale et nationale. Pascal Gauchon déclare :

« À l'égard de Jacques Chirac, nous renouvellerons donc l'attitude que nous avons définie à l'égard de M. Giscard d'Estaing : celle d'une opposition et de soutien critique [...]. Cette position, nous la prenons en souhaitant bien sûr avoir plus d'occasions de soutien que de critiques ».

Alain Robert renchérit :

« En lançant le PFN, nous avons voulu faire du neuf [...], oublier les éternelles chimères de l'extrême droite [...]. C'est pourquoi nous nous sentons plus proches de Jacques Chirac que de Le Pen. Nous considérons le maire de Paris comme un gaulliste "de droite" ou plutôt comme un néo-gaulliste. Et le gaullisme ne me fait plus peur, c'est un problème que nous avons exorcisé [...]. Il a fallu nous arracher aux séquelles de la collaboration, il n'est pas plus question de tresser des couronnes aux "résistancialistes" que de défendre l'indéfendable [...]. Ce qui nous a avant tout séparés du général de Gaulle ce fut le drame algérien [...]. C'est à cause de cela que nous étions contre de Gaulle ».

Roland Gaucher, du bureau politique du PFN, dévoile le pot-aux-roses :

« C'est un calcul froid, je le reconnais. Mais nous en avons assez des nostalgies maussades. Aujourd'hui, l'axe de la contre-offensive à l'adresse de l'appareil communiste passe par Chirac »[\[11\]](#).

« Il est notre seul homme de droite, notre unique espoir. Nous le soutenons de toute notre force, il faut qu'il nous laisse nous rapprocher de lui ».

Aux élections municipales de 1977, quelques militants du PFN sont élus sur des listes du RPR[12]. Fidèle à sa ligne de conduite, le FN va seul à la bataille et Le Pen obtient 1,87% dans le 15^e à Paris. Aux législatives de mars 1978, le FN ne récolte que 0,33% contre 1,06% pour le PFN.

Lors de ces élections, une nouvelle opportunité se présente pour le PFN, en la personne de Gérard Furnon, PDG d'une manufacture de pyjamas à Saint-Christol-les Alès dans le Gard. Ce patron de choc s'est opposé à la création d'une section CGT dans son entreprise. L'affaire prend très vite une tournure nationale. Furnon crie au complot contre la libre entreprise et crée, en mai 1977, un Comité de défense de l'entreprise (CODEL), puis, en septembre, un parti politique : Union des Français de bon sens (UFBS). S'autoproclamant le représentant de la vraie France (les PME) étouffée par le syndicalisme communiste et l'étatisme, il organise une manifestation à Alès où il défile à la tête de ses salariés en scandant « Séguy en Russie » et avec une banderole « Nous sommes des travailleurs heureux, CGT oublie-nous ! ».

Le Don Quichotte des petits patrons intente un procès à la CGT pour « politisation de syndicat » et au PCF pour « complicité de politisation ». Il exige la dissolution de la CGT, du PCF et réclame 3 millions de dommages et intérêts[13]. Furnon accuse Marcel Caille, dirigeant de la CGT, de « faire partie de l'équipe de bandits, syndicalistes politisés ». L'affaire se termine devant les tribunaux et se solde par la condamnation de Furnon. Le petit patron de choc entend bien profiter de l'opportunité des législatives et comme son prédécesseur Pujade, envoyer l'UFBS siéger au Parlement.

L'extrême droite, PFN et FN réunis, dresse l'oreille et flaire la bonne aubaine : un remake de l'UDCA de Pujade. L'UFBS a de nombreux points communs avec le mouvement pujadiste. Le PFN prend langue avec Furnon par l'intermédiaire de Dupuy de Méry qui entre dans son staff et sera candidat à Nancy. Une fois de plus, Le Pen a été distancé. Furnon annonce 300 listes. Péniblement, il aligne quarante candidats. Les résultats sont loin d'être à la hauteur des espérances. L'aventure n'a été qu'un feu de paille. À l'été 1978, Furnon se retire[14].

L'échec des élections européennes de 1979

Après les amours déçus avec Giscard, le PFN va vivre la fin d'un rêve. Si la guerre continue entre les frères ennemis, les dirigeants du RPR et de l'UDF souhaitent que les deux mouvements d'extrême droite se désistent en leur faveur. Le 16 mars, Pascal Gauchon appelle « tous les électeurs de droite à se mobiliser pour faire échec aux candidats de gauche ». Le Pen en fait de même, mais sans enthousiasme[15]. Le bilan est lourd pour les deux formations d'extrême droite. Si le PFN peut se targuer d'avoir empêché le FN d'apparaître, sa propre ligne visant à se constituer un capital électoral de 3% n'a pas eu les résultats escomptés. Ce dont Le Pen ne peut que se réjouir, si ce n'est que son propre avenir piétine.

Le PFN n'est pas le parti de la droite moderniste, le FN reste à l'état groupusculaire. Les élections européennes se profilant, ils vont tenter un rapprochement. Après l'éternelle querelle des noms, l'accord est scellé le 29 avril 1979. La liste « Union française pour l'eurodroite des patries » est conduite par l'écrivain catholique traditionaliste Michel de Saint-Pierre suivi de Tixier-Vignancour, Le Pen et Pascal Gauchon figure en cinquième position. Pour des raisons financières, la liste jette l'éponge le 25 mai. Magie de la politique, le PFN sort de son chapeau sa propre liste « Eurodroite » avec Jean-Louis Tixier-Vignancour, Pascal Gauchon, Jo Ortiz (ex OAS) et Pierre Jonquères d'Oriola (cavalier médaillé d'or aux Jo de Mexico).

L'Eurodroite avait vu le jour lors d'un meeting à Rome avec le MSI de Giorgio Almirante, les Espagnols de Blas Pinar et Fuerza Nueva, soutenue par les Belges de Forces nouvelles et l'extrême droite grecque et portugaise. Le MSI a certainement été le bailleur de fonds de la liste dont l'objectif est « d'empêcher toute évolution vers la gauche du Parlement européen ». Il faut « droitiser le bloc national et conservateur ». Le PFN lance un appel à « la jeunesse européenne pour qu'elle combatte le marxisme et son fils spirituel, le terrorisme [...]. Un appel à toutes les forces sociales et syndicales de l'Europe libre, qui ne se reconnaissent pas dans le communisme, pour qu'elles s'unissent ».

Le 27 juin 1978, l'Eurodroite tient meeting à Paris sur le thème : « Europe. Libère-toi ! ». Le Pen n'est pas prêt d'oublier la manœuvre : voilà de son point de vue une deuxième trahison du groupe d'Alain Robert-Pascal Gauchon, après celle de 1974. Il déclare sur les ondes de RMC :

« Le rassemblement d'eurodroite est un rassemblement farfelu dans la mesure où il ne rassemble que deux ou trois organisations. Sur les trois, l'une d'entre elles n'est pas européenne au sens électoral du terme alors que l'on prétend que la naissance de cette eurodroite a pour objectif la participation aux futures élections européennes [...]. Je constate que depuis sa naissance le PFN a toujours exploité, pour sa publicité, la propension extrêmement grande des organisations de gauche à bondir, tels les taureaux, dès qu'on leur met un drapeau blanc sous le nez ».

C'est donc avec un certain plaisir que Le Pen enregistre le maigre score de Tixier-Vignancour (1,32%). Après les européennes, le PFN a perdu sa faconde d'antan. L'heure des interrogations a sonné. Roland Gaucher démissionne et va rejoindre les rangs frontistes. La ligne de la direction crée des tensions internes, en particulier avec le GUD et les nostalgiques des temps épiques d'Ordre Nouveau et de ses coups de mains. Alain Robert peut bien déclarer à propos des jeunes : « Ils ont tous admis la différence entre le "soutien" qui reste critique et libre et le "ralliement pieds et poings liés", nombre de militants considèrent qu'ils perdent leur âme en servant la droite gaulliste ».

Certains, comme Gilles Soulas, s'engagent aux côtés des Phalanges chrétiennes libanaises. Le mouvement est de plus en plus ballotté entre sa ligne d'insertion dans la droite classique et ses origines. Le PFN va tenter un dernier coup de poker en présentant Pascal Gauchon, jeune agrégé aux présidentielles de 1981. Collecter cinq cents signatures s'avère une mission impossible, nouvel échec qui porte un coup fatal à toute une génération. Parti avec Ordre Nouveau pour construire un grand mouvement nationaliste, après avoir lancé le FN et avoir perdu, le PFN a échoué comme organisation autonome. Jouant les durs en 1970, il flirte avec Giscard en 1974 puis le plaque pour Chirac avant de se positionner en 1979

Vers la décomposition

Après mai 1981, Alain Robert et la quasi-totalité des cadres n'auront comme seul choix que de pousser plus loin leur logique d'insertion. L'échec du PFN est la preuve que des formations classiques contrôlent l'échiquier politique. Ce qui est impossible à l'extérieur sera-t-il possible de l'intérieur ? Abandonnant son projet indépendant, cette génération choisit l'entrisme, en priorité au Centre national des indépendants et paysans (CNIP) dirigé par Philippe Malaud, vieux parti de notables, en manque de cadres et qualifié par Le Pen, savourant sa revanche sur ceux qui l'accusaient de mollesse, de « baignoires à fachos pour les mal lavés de l'extrême droite » [\[16\]](#).

Alain Robert, Gérard Ecorcheville, Yves Van Ghele, Jean-Pierre Vaslin, Georges Condet et d'autres vont rejoindre « ces indépendants aux drôles de sabots » [\[17\]](#), puis continueront pour certains leur voyage vers l'UDF, le PR et le RPR. Roland Gaucher considère qu'Alain Robert, en adhérant au CNIP, s'est ainsi « dépollué de l'extrême droite ». Quelques années plus tard, Alain Robert, Willial Abitbol, Jean-Jacques Guillet suivront Charles Pasqua. Quelques militants vont tenter de reprendre le flambeau et de réanimer le moribond. Après le départ d'Alain Robert, seuls deux membres du comité central issu du congrès de fondation restent au parti. Pour cette équipe le bilan est très lourd :

« Nous devons avoir le courage de faire notre autocritique au nom de l'efficacité. Notre parti, pendant une certaine période, s'est perdu dans un jeu d'intrigues et de compromissions qui se voulait subtil. Il s'agissait de "droitiser" les partis libéraux et conservateurs. Le résultat est nul. Nous avons modéré et compromis notre parti, nous avons perdu des militants sincères, nous avons oublié les raisons profondes de notre engagement [...]. L'échec est devenu une évidence, persévérer serait se renier et passer dans le camp de nos adversaires dans le système [...]. Notre stratégie n'a pas pour finalité d'avoir des élus, de devenir une secte marginale ou d'être les mercenaires des partis bourgeois [...]. Pour cela, il faut nous réorganiser et tout reprendre au commencement » [\[18\]](#).

Daniel Garcin, dans *Forces nouvelles*, en septembre 1983, tire le bilan de l'ancienne direction :

« Plutôt que l'entrisme, un parti fort [...]. Nos camarades passés au RPR ou au CNI n'ont infléchi en rien la ligne de ces partis. Ils ont au contraire été absorbés [...]. Pour prétendre occuper l'espace politique qui nous revient, il faut [...] un parti nationaliste fort ».

Le parti se donne une nouvelle direction avec Olivier Casal, Hervé Denis (responsable du Renouveau nationaliste), Roland Hélie (ex-responsable de la campagne Gauchon) et rédacteur en chef de *Pour une force nouvelle*, Charles- Henry Varaut (Assas-GUD),

Emmanuel Camoin, Richard Rouget et Roger Girard. Des assises nationalistes se tiennent à Paris. Un regain d'activité se fait sentir : participation en janvier 1982 à des élections législatives partielles, meeting à la Mutualité en février, cantonales en mars et en avril lancement d'*Offensive*, nouveau journal du GUD. Le parti se dote d'un nouvel organe de presse, *Pour une force nouvelle*, avec Alain Pelloquin ; Roland Hélie, Olivier Cazal, Cyril Gauthier, Roger Girard, Charles-Henry Varaut et Emmanuel Camoin.

Toujours en 1982, le PFN soutient les manifestations du syndicat des petits patrons, le SNPMI, dirigé depuis 1981 par Gérard Deuil (ex-Algérie française, Comité TV, UFBS en 1978, appel à voter Le Pen aux Européennes en 1984, adhésion au CNIP en décembre 1984). Le 1^{er} Mai 1982, 3 000 chefs d'entreprises descendent dans la rue pour dénoncer le monopole syndical : « Non au monopole syndical, nous sommes aussi des travailleurs ». En septembre, une nouvelle manifestation rassemble 20 000 personnes. La tâche est difficile pour ce « PFN maintenu » qui se heurte à une difficulté majeure car l'espace est occupé. Le FN perce dans le 20^e à Paris, à Dreux et à Aulnay-sous-Bois aux municipales de 1983. De plus, la marge de manœuvre est étroite car de l'autre côté, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de Jean-Gilles Malliarakis, l'Œuvre française de Pierre Sidos et le groupe Militant de Pierre Bousquet ont lancé début 1982 un projet unitaire : le Regroupement nationaliste.

D'un côté des rescapés du PFN adhèrent au FN, de l'autre nombre de jeunes sont séduits par le Regroupement nationaliste. C'est une équipe jeune et sans expérience qui essaie de gérer cette nouvelle situation. Réclamant au FN un accord pour les élections européennes, elle essuie un net refus ; Le PFN agite la menace de constituer sa propre liste, mais c'est désormais le FN qui a les atouts dans son jeu. Le PFN refuse de donner une consigne de vote en faveur de Le Pen. Seul Jack Marchal, un des deux dirigeants historiques rescapés, appelle à voter Le Pen :

« L'entrée au Parlement européen des amis de Le Pen serait le succès d'une équipe dont il n'y a rien à attendre. Mais leur échec serait ressenti comme la défaite du courant "anti-immigration". Et pour moi, c'est cela qui est déterminant »[\[19\]](#).

La mort du PFN

Le PFN a perdu le cap. Une partie de la direction (surtout à Paris) envisage un accord, fusion ou pacte avec le FN pour finalement faire une entrée discrète au FN. En novembre, Marchal et Hélie démissionnent. Hélie devient responsable de la rubrique publicité de *National-Hebdo*, avant de rompre avec le FN et de se lancer dans l'aventure de divers groupuscules dont Espace nouveau[\[20\]](#). Jean-Marc Brissaud, Gérard Freulet, Denis de Bouteiller, Jean-Pierre Berbérien rallient le FN. Les sections de Strasbourg et de Toulon tentent de maintenir le sigle. Les jeunes du GUD et du Renouveau nationaliste sont attirés par le projet de Malliarakis, après la rupture du Regroupement nationaliste, de créer un nouveau groupe : Jeune Garde. À Bagnolet, le 4 novembre 1984, Malliarakis propose un rapprochement entre le PFN et le MNR, à l'image de ce qui se passe dans la jeunesse. En effet, le 3 juillet 1984, se crée à Assas la Jeune Garde et son journal *Vaincre*.

La nouvelle direction du PFN est composée de Dominique de Briel, le général Buisson, Alain

Rondanina, Michel Vinciguerra pour Strasbourg et Toulon, Didier Roche de Lyon et Philippe Dupouyet d'Orléans. Elle publie le nouveau programme : « Perspectives d'action ». Ce programme se déclare partisan du processus révolutionnaire contre le libéralisme et le socialisme : une sorte de « troisième voie ». Comme le souligne alors *Le Monde*, « le PFN se donne un nouvel état-major pour tenter de renaître de ses cendres ». Cette nouvelle équipe répond favorablement aux avances de Malliarakis. En novembre 1985, à Lyon, l'organisation commune prend le nom de Troisième Voie. Un communiqué commun MNR-PFN est publié dans le bulletin *Troisième Voie* [21] :

« Les dirigeants du PFN et du MNR se sont réunis les 29 et 30 décembre 1984 à Strasbourg afin de procéder à un échange de vues sur la situation politique française et européenne et quant à leurs possibilités d'actions communes. Constatant de nombreuses convergences, ils ont décidé une campagne commune, "Pour l'Europe aux Européens", à l'occasion du 40^e anniversaire de Yalta, la rédaction commune d'un projet nationaliste. Le PFN et le MNR, devant la désastreuse gestion de la gauche socialiste et devant les programmes lamentables des clans divers de la droite affairiste, souhaitent développer une ligne de troisième voie répondant à la fois aux idéologies libérales et marxistes et au condominium américano-soviétique par l'affirmation de l'Europe comme modèle et puissance ».

À nouveau, cet assemblage est un échec. Le GUD reprend son autonomie et fête ses vingt ans à la Mutualité, le 30 novembre 1988. Quant au PFN, seul un noyau d'irréductibles se maintient à Strasbourg et dans le Var. En 1987, il pense que « le nationalisme européen se meurt parce que chacun cultive son nationalisme à lui, différent de celui de l'autre ». Dirigé par Francis Bonnet et basé à Hyères, il crée un nouveau concept, « le natrope : nouvelle amitié dans les territoires et régions par l'organisation des peuples d'Europe » et diffuse une lettre mensuelle, *La Lettre du PFN* [22]. Puis le PFN va disparaître définitivement. Alain Rondanina tente de regrouper quelques éléments dans le Midi dans une nouvelle structure, Le Parti des forces nationalistes et sa feuille *Forces vives*. [23] En 1990, il fusionne avec le Mouvement Travail-Patrie (MTP), une expérience sans lendemain.

*

De 1974 à 1981, le PFN aura été le principal rival du FN qu'il a surpassé en militants, en voix et en médiatisation, regroupant des jeunes, des étudiants opposés à la tactique de Le Pen. Cependant, il n'est pas parvenu à trouver sa place sur l'échiquier politique d'extrême droite, ni au sein d'une majorité de droite [24]. Cette entreprise pour redessiner un nouveau visage de l'extrême droite s'est ainsi soldée par un échec sur toute la ligne.

Notes

[1] D'après François Duprat, certaines dettes d'imprimerie seront épongées et le numéro de *Faire Front* appelant à voter Giscard sera également « offert » ; Cf. *La droite nationale en France 1971-1975*, Paris, L'Homme libre, 2002, p 81-94. Et Pons Grégory, *Les rats noirs*, Simoens, 1979.

[2] Pons, Grégory, op. cité, p 86.

[3] Pons, Grégory, op. cité, p 90.

[4] *Le Figaro*, 19 novembre 1974.

[5] Celui-ci n'hésitait pas en 1958 à déclarer son attachement à « la Révolution socialiste nationale unitaire [...], nécessité pour la France et l'Occident. »

[6] Vilgier, Philippe, *La droite en mouvements, nationaux et nationalistes 1962-1981*, Edition Vastra, 1981, p 110. Dupuy de Méry après un passage à l'office des HLM de Paris, a été maire adjoint (UMP) à la mairie de Compiègne. Il a été un des acteurs principaux pour la dénomination d'une rue Alexis Carrel dans cette ville.

[7] Après la dissolution d'Occident, Alain Robert et une vingtaine d'ex-Occident prennent pour base la faculté de droit d'Alsace et lance, en décembre 1968, en vue des élections universitaires, le Groupe Union-Droit qui va se transformer en Groupe Union et Défense. Le GUD va être la force de pénétration d'Ordre Nouveau dans les facultés. Après la rupture entre ON et Le Pen, le GUD passe sous la tutelle du PFN. Ordre Nouveau avait lancé son organisation de jeunesse : Le Front de la Jeunesse qui va devenir celle du PFN et mener des actions communes avec le GUD.

[8] *Confidentiel*, revue trimestrielle, n° 1, printemps 1979, éditée par l'Institut européen de recherches et d'études politiques et sociales avec le prince Sixte de Bourbon Parme, Gérald Penciolelli (qui futur patron de *Minute*), Catherine Barnay et Pierre Hofstetter. La parution cesse en 1981.

[9] Parmi les protagonistes de l'affaire Hazan figurent Joël Prévost (ex-OAS, candidat ON aux municipales de mars 1971), Daniel Moschini (ex-ON, PFN) Dominique et Didier Pech (service d'ordre du PFN. Leur père, Marcel, ex-RPF, ex conseiller municipal de Villemomble, candidat ON aux élections de 1971), Serge Leleu (FJ-PFN), cf *Rouge*, n° 199, 10 novembre 1976.

[10] *Le Figaro*, 19 novembre 1974.

[11] Brigouleix, Bernard, *L'extrême droite en France*, Fayolle, 1977, p. 182.

[12] Alain Rondanina à Aix-en-Provence, Daniel Garcin à Toulon. A Paris, Bruneau de la Salle est nommé à un poste d'officier ministériel.

[13] Action décrétée irrecevable le 13 février 1977. En mars 1978, Furnon fait néanmoins condamner les publications d'extrême gauche, *Rouge* et *Lutte ouvrière*.

[14] Parmi les candidats UFBS figure Serge Balassi, futur cadre du FN. Furnon est remplacé par Bernard Poindessault du Syndicat des citoyens qui s'allie avec Poujade pour former l'Union de Défense des Libertés. Pierre Descaves et Yves de Coatgoureden, futurs dirigeants et élus frontistes, siègent à la commission de contrôle des finances, cf. Furnon, Gérard, *L'affaire Furnon ou la victoire du bon sens*, Edition du Soleil blanc, Alès, 1977.

[15] *Le Monde*, 21 mars 1978.

[16] Rollat, Alain, *Les hommes de l'extrême droite : Le Pen, Marie, Ortiz et les autres*, Calmann-lévy, 1985.

[17] Rollat, Alain, op. cité.

[18] *Cahiers nationalistes*, n°1, octobre-novembre 1982 et Girard Roger, *Le Monde*, 28 juillet 1982.

[19] *Pour une force nouvelle*, n° 14, janvier 1984.

[20] Roland Hélie dirige actuellement la revue d'extrême droite *Synthèse nationale*.

[21] N° 194-195, janvier-février 1985.

[22] *Le Choc du mois*, « L'extrême droite en France, n°6, mai 1988 « Les Kamarades du PFN », p 13.

[23] *Celsius*, n° 26, janvier 1990.

[24] Se reporter à Fougerolles René, « Le parti des forces nouvelles », *Article 31*, n° 50, mai 1989 et Vilgier Philippe, *La droite en mouvements, nationaux et nationalistes 1962-1981*, Edition Vastra, 1981